

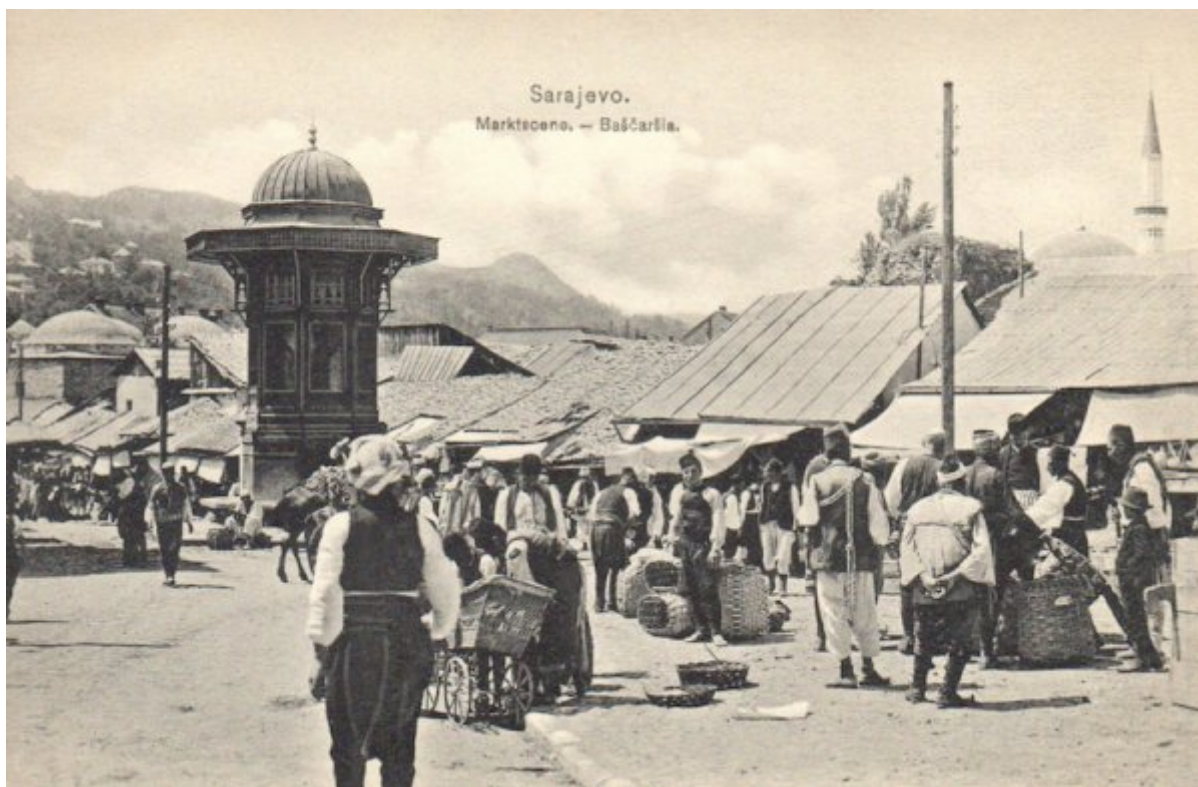
La Bosnie-Herzégovine, 25 ans après Dayton (8/12) : trois histoires pour un pays

[Courrier des Balkans](#) | Correspondance particulière | mardi 1er décembre 2020

Dans une Bosnie-Herzégovine écartelée par les élites nationalistes qui dirigent le pays, l'enseignement de l'histoire reste un sujet hautement sensible. Aucun programme scolaire commun n'a jamais pu être mis sur pied et l'école reste prisonnière de mythes et récits concurrents. Entretien croisé avec les historiens Husnija Kamberović et Xavier Bougarel.

Une série présentée en partenariat avec [la Fondation Heinrich Böll](#)

Un quart de siècle après la fin de la guerre, le Courrier des Balkans ouvre un grand cycle de réflexion sur la situation politique et économique de la Bosnie-Herzégovine, sur les mobilisations sociales et environnementales qui traversent sa société et sur le chemin qui pourrait s'inventer pour un meilleur avenir. Ces publications seront accompagnées par [deux journées de colloque en ligne](#), les 2 et 3 décembre prochain.



Vue de la vieille ville ottomane de Sarajevo à l'époque austro-hongroise
DR.

Propos recueillis par Laurent Geslin | Traduit par Chloé Billon

Xavier Bougarel est chercheur au CNRS, rattaché au Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques

et centrasiatiques (CETOBAC) de l'EHESS (Paris). Ses travaux portent sur l'islam en Bosnie-Herzégovine et dans l'Europe du Sud-Est, les guerres et les après-guerres dans l'espace yougoslave et l'histoire sociale de la Seconde Guerre mondiale en Europe du Sud-Est. Il a publié plusieurs ouvrages, dont Anatomie d'un conflit (1996), Les musulmans de l'Europe du sud-est. Des Empires aux Etats balkaniques (co-rédigé avec Nathalie Clayer, 2013)) et [La division Handschar. Waffen SS de Bosnie \(2020\)](#).

Spécialiste de l'histoire moderne de l'Europe du Sud-Est, **Husnija Kamberović** enseigne à l'Université de Sarajevo et préside l'Association d'histoire moderne. Ses recherches s'intéressent plus spécifiquement à la Bosnie-Herzégovine des XIXe et XXe siècle. Auteurs d'une dizaine d'ouvrages, il collabore à de nombreuses revues scientifiques internationales et publie régulièrement dans la presse généraliste bosnienne.

Le Courrier des Balkans (CdB) : Comment les partis ethno-nationalistes, qui dominent la vie politique en Bosnie-Herzégovine depuis la fin de la guerre, imposent-ils des récits historiques concurrents dans les territoires qu'ils contrôlent ?

Husnija Kamberović (H.K.) : Cela fait longtemps que les partis politiques, par le biais de « leurs » historiens, de « leurs » médias, et de leurs projets pour l'enseignement de l'Histoire à l'école, s'efforcent de produire leurs propres récits historiques, et de les promouvoir comme des récits nationaux. Ces récits relèvent du révisionnisme historique, et sont un cas d'école de la manipulation de l'histoire à des fins politiques. La différence entre ces récits, élaborés depuis les années 1990, et les récits construits par les élites politiques officielles pendant le socialisme, c'est que les récits socialistes avaient une fonction intégratrice et supranationale, tandis que ceux-ci ont un rôle exclusivement nationaliste et clivant. Ainsi, par exemple, à l'époque yougoslave, les récits sur la Seconde Guerre mondiale se réduisaient à un système binaire (fascistes et antifascistes, quelle que soit l'appartenance nationale), tandis que les récits construits à partir des années 1990 non seulement portent un autre regard sur la Seconde Guerre mondiale (antifascisme national, antifascisme communiste, le « fascisme » étant toujours imputé aux membres des autres nationalités), mais traitent beaucoup plus de la dernière guerre de 1992-1995, qui est actuellement le champ de bataille privilégié de ces « récits nationaux ».

Le Parti d'action démocratique (SDA), principal parti ethno-nationaliste bosniaque, ainsi que les historiens sous son influence et les médias partisans, refusent d'accepter toute interprétation différente des événements de la dernière guerre. Quand a été lancée une initiative pour élever au centre de Sarajevo un monument aux civils serbes tués au début de la guerre, en 1992-1993, par des membres de l'Armée de Bosnie-Herzégovine, une idée qui avait reçu le soutien de certains historiens, les médias sous le contrôle du SDA s'y sont opposés, affirmant qu'il s'agissait d'une « confiscation du récit de la guerre ».

[L'hebdomadaire STAV](#), proche du SDA, a même évoqué le besoin de « sauver le récit bosniaque » au sujet de cette guerre. Les mêmes modèles sont à l'œuvre dans les autres partis ethno-politiques. Les historiens et les médias au services de l'Union démocratique croate (HDZ) instaurent un récit sur la guerre pour la patrie comme défense contre une agression, niant toute existence d'une entreprise criminelle commune, tandis que les partis politiques serbes, l'Alliance des socio-démocrates indépendants (SNSD) et le Parti démocratique serbe (SDS), dont les dirigeants ont été condamnés pour crimes de guerre et crime de génocide, consacrent toute leur énergie à construire un récit sur « le génocide imaginaire », tout en promouvant en parallèle un récit sur les souffrances du peuple serbe.

Xavier Bougarel (X.B.) : Ces récits historiques concurrents sont déjà le fait des programmes scolaires, dont l'élaboration se fait au niveau de chaque entité et de chaque canton, et dont le contenu est très imprégné de nationalisme ethnique, malgré les tentatives du Conseil de l'Europe ou de l'OSCE pour les adoucir. Au-delà de cette question scolaire, la production des récits historiques est le fait de nombreux acteurs. On pourrait citer les médias imprimés ou électroniques, qui sont pour la plupart sous la coupe des nationalistes, et qui ne cessent de réactiver les controverses et les peurs liées à la guerre des années 1990, mais aussi les institutions religieuses, qui jouent un rôle essentiel dans la production de mémoires historiques séparées et antagoniques (y compris à travers l'éducation religieuse délivrée dans les écoles), ou encore les associations de vétérans ou de victimes qui organisent des commémorations et édifient des monuments dédiés aux seules victimes de leur propre nationalité. Les historiens eux-mêmes sont pour la

plupart centrés sur l'histoire de leur propre communauté et au service des idéologies nationalistes dominantes. Rares sont les initiatives qui, telles le [History Fest](#) organisé chaque année à Sarajevo, proposent un cadre régional d'échange et de débat.

Dans les années 1990 et 2000, certains médias, comme *Dani* en Fédération ou *Nezavisne novine* en Republika Srpska, ont eu un rôle positif en brisant certains tabous concernant la guerre des années 1990 ou l'histoire plus ancienne de la Bosnie-Herzégovine, mais ces débats se sont largement éteints aujourd'hui. Le principal sujet historique créant des divisions au sein de chaque communauté plutôt qu'entre les communautés reste le mouvement des partisans pendant la Seconde Guerre mondiale, car une partie importante de la population bosnienne reste attachée à l'héritage de l'antifascisme yougoslave, malgré la réhabilitation des anciens collaborateurs oustachis ou tchétniks, par les historiens nationalistes. Or, les monuments construits pendant la période socialiste sont pour la plupart à l'abandon, quand ils ne sont pas purement et simplement détruits. Dans ce contexte, seules certaines institutions telles que l'ancien Musée de la révolution (aujourd'hui Musée d'histoire de la Bosnie-Herzégovine) ou le Musée de l'AVNOJ à Jajce s'efforcent de maintenir vivante la mémoire de l'antifascisme yougoslave. Il faudrait aussi citer internet, où la guerre fait rage entre les historiens amateurs glorifiant les anciens collaborateurs des années 1940 et ceux entretenant le culte des partisans.



Carte postale de Banja Luka à l'époque austro-hongroise
DR.

CdB : Quels sont les « mythes fondateurs » mis en avant pour la construction d'un récit historique sur la Bosnie-Herzégovine et sur l'identité particulière des Bosniaques ? Quand et comment celle-ci s'est-elle développée ?

H.K. : Chaque État, chaque nation, construit ses « mythes fondateurs ». À l'époque du socialisme, la Seconde Guerre mondiale était perçue comme la base de la Bosnie-Herzégovine en tant qu'État et, en conséquence, la tradition étatique de la Bosnie-Herzégovine était présentée comme une idée récente. Cependant, il est intéressant de constater que même lors des discussions à ce sujet pendant les sessions du Conseil national antifasciste pour la libération populaire de la Bosnie-Herzégovine (ZAVNOBiH), certains membres non communistes de ce conseil de guerre des partisans insistaient pour faire remonter les origines de l'État de Bosnie-Herzégovine au Moyen-Âge. Néanmoins, selon l'interprétation dominante de l'historiographie socialiste, la Bosnie-Herzégovine trouvait ses origines dans la Seconde Guerre Mondiale. Aujourd'hui, dans une partie de la Bosnie-Herzégovine, principalement chez les Bosniaques, on

promeut le mythe de la Charte du ban Kulin, datée de 1189, comme « acte de naissance » de la Bosnie-Herzégovine, tout en respectant les décisions prises lors des sessions du ZAVNOBiH de 1943 et 1944. Chez les Serbes de Republika Srpska, par contre, les racines historiques de la Bosnie-Herzégovine en tant qu'État sont complètement niées, et ce sont les accords de Dayton de 1995 qui sont promus comme acte fondateur de la Bosnie-Herzégovine moderne. Ces deux mythes, l'un comme l'autre, ne tiennent aucun compte des différences entre un État moderne et prémoderne.

D'un autre côté, pendant le socialisme, les communistes non seulement reconnaissaient, mais même promouvaient les identités nationales des Musulmans, des Serbes et des Croates, rejetant une identité nationale commune pour tous les habitants de la Bosnie-Herzégovine (Bosniens), affirmant qu'il s'agissait là d'une aspiration nationaliste, dirigée tant contre les Musulmans que contre les Serbes et les Croates du pays. Ces derniers temps, on voit revenir l'idée d'une « bosnité » comme identification nationale de tous les citoyens de Bosnie-Herzégovine et, quelques années après la guerre, on avait également évoqué l'idée de trouver de nouvelles dénominations nationales pour les Serbes de Bosnie et les Croates de Bosnie, ce qui avait suscité de vifs débats. Les partisans de ces idées s'appuient sur le concept occidental d'État-nation, faisant fi d'une évolution historique qui n'a pas permis cela dans les Balkans, où les processus d'affirmation des identités nationales se sont déroulés autrement qu'en Europe de l'Ouest. En parallèle, ces mêmes partisans, pour ce qui est de l'identité ethnique des Bosniaques, insistent sur le mythe bogomile, faisant remonter les lointaines origines des Bosniaques aux Bogomiles. Enfin, l'un des points de référence autour desquels se construit l'identité nationale bosniaque contemporaine est le génocide de Srebrenica.

X.B. : On assiste à l'opposition entre deux discours historiques radicalement opposés. Le premier insiste sur la continuité de la Bosnie-Herzégovine depuis le Moyen-Âge, voire depuis l'Antiquité. On l'entend tant chez les nationalistes bosniaques que les militants anti-nationalistes. Les principales divergences qui les opposent concernent la période ottomane et la Yougoslavie socialiste. En effet, les milieux nationalistes bosniaques et plus encore ceux liés à la Communauté islamique présentent la période ottomane comme une période de prospérité et de tolérance, quand les milieux anti-nationalistes restent beaucoup plus prudents. Il est significatif que la mairie de Tuzla, gérée par les partis non-nationalistes, insiste beaucoup sur les « 2000 ans de continuité » de la ville de Tuzla, mais passe quasiment sous silence l'époque ottomane. Inversement, les milieux anti-nationalistes présentent la Yougoslavie socialiste comme une période de prospérité et de coexistence pacifique, quand les nationalistes bosniaques dénoncent sa politique anti-religieuse et la supposée domination des Serbes.

À ce discours sur la continuité de la Bosnie-Herzégovine s'oppose celui des nationalistes serbes et croates qui présente son histoire comme constamment marquée par les conflits intercommunautaires, son existence n'étant due qu'à une décision arbitraire des autorités austro-hongroises ou titistes. Les nationalistes serbes et croates opposent à cette Bosnie-Herzégovine supposée « artificielle » des communautés nationales immuables et aspirant depuis toujours à avoir leur propre État. On assiste ainsi à des tentatives ridicules de projection du présent dans le passé. J'ai par exemple trouvé dans une librairie de Banja Luka une Histoire de la Republika Srpska qui remonte... au Moyen Âge ! La manière dont une partie au moins des élites serbes et croates de Bosnie-Herzégovine ont elles aussi défendu la spécificité politique et culturelle de la Bosnie-Herzégovine, que ce soit à l'époque austro-hongroise, dans l'entre-deux-guerres ou dans la période socialiste, est désormais complètement passée sous silence, et ignorée du plus grand nombre.

La grande différence entre les trois principales communautés est que les nationalistes serbes et croates peuvent s'appuyer sur des mythes historiques qui ont été élaborés en Serbie et en Croatie depuis le XIXe siècle, et qu'alimentent des institutions scientifiques puissantes telles que l'Académie des sciences à Belgrade ou l'Institut croate pour l'histoire à Zagreb. Les mythes nationalistes bosniaques sont beaucoup plus récents et bricolés, puisqu'ils n'existaient qu'à l'état d'esquisses individuelles jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et n'ont commencé à être développés que pendant la période socialiste, à travers des institutions telles que l'Académie des sciences de Bosnie-Herzégovine, l'Institut pour l'histoire du mouvement ouvrier ou l'Institut oriental.

La période des années 1990 et 2000 a été marquée par la reprise ou l'invention de mythes nationalistes bosniaques puissants et largement partagés. J'en retiendrai deux, qui me semblent particulièrement importants. Le premier concerne la conversion à l'islam pendant la période ottomane, présentée désormais comme la conversion volontaire et immédiate d'une population autochtone de religion bogomile, opprimée par les Églises catholique et orthodoxe. Cette thèse « bogomile » avait été avancée dès la fin du XIXe siècle par l'historien croate Franjo Rački, mais la communauté bosniaque ne s'en est vraiment emparée que depuis 1990. Le deuxième mythe nationaliste bosniaque important concerne le « génocide permanent » dont la communauté musulmane serait l'objet depuis la fin de la période ottomane en 1878. Ce discours sur le génocide s'explique bien sûr en partie par les violences qu'a subies cette communauté pendant la Seconde Guerre mondiale et pendant les années 1990, mais elle tend aussi à présenter les Bosniaques comme d'éternelles victimes moralement supérieures à leurs bourreaux serbes et croates et en droit d'exiger la protection de la communauté internationale.

L'historien qui a joué un rôle central dans la mise en place de cette thèse du « génocide permanent » est Mustafa Imamović, mais ce discours sur le génocide a pour véritable origine un livre publié en 1990 par Antun Miletic et Vladimir Dedijer dans le cadre d'un programme scientifique sur les génocides dans l'espace yougoslave financé par... l'Académie des sciences de Belgrade ! Dans un cas comme dans l'autre, on voit donc que les mythes nationalistes bosniaques se construisent dans une large mesure par des emprunts aux productions historiographiques serbes et croates.



Carte postale de Mostar à l'époque austro-hongroise
DR.

CdB : Quels discours historiques sur les Bosniaques étaient mis en avant à l'époque yougoslave dans l'enseignement ?

H.K. : À l'époque de la Yougoslavie socialiste, l'identité bosnienne n'était pas affirmée comme identité nationale, mais, tant dans la sphère politique que dans le champ scientifique et culturel, on soulignait sans cesse les spécificités « bosno-herzégoviniennes ». Ainsi, dans le domaine linguistique, la langue bosnienne ne s'est pas imposée comme dénomination de la langue de tous les habitants de Bosnie-Herzégovine, mais on parlait « d'expression linguistique bosno-herzégovinienne ». Si certains pensent que c'était une manière de défendre le principe de domination serbe en Bosnie-Herzégovine dans le domaine de la politique linguistique, je suis personnellement d'avis que l'utilisation d'une telle dénomination était précisément une affirmation des spécificités de la Bosnie-Herzégovine. Ce que nous avons aujourd'hui

sous le nom de « langue bosnienne » est bien trop bosniasé pour pouvoir être un tant soit peu accepté comme dénomination de la langue de tous les citoyens du pays. Tandis que, sous la Yougoslavie socialiste, les communistes au pouvoir étaient extrêmement prudents dans leur utilisation des concepts, afin de ne pas répandre inutilement une perception de la Bosnie-Herzégovine comme l'État national d'une seule nation (c'est pourquoi on évitait l'emploi des termes « bosnien » et « bosniaque » au sens national), aujourd'hui, alors qu'il n'y a aucune chance que la Bosnie-Herzégovine en tant qu'État s'identifie avec une seule nation, ces concepts sont trop souvent employés à mauvais escient, ce qui ouvre la porte à de grandes défiances et à des conflits.

X.B. : L'histoire enseignée à l'époque de la Yougoslavie socialiste insistait particulièrement sur la fraternité et l'unité entre les peuples yougoslaves et sur leur égale participation à la lutte de libération nationale entre 1941 et 1945. Dans cette mesure, elle libérait les Musulmans de Bosnie-Herzégovine de leur identification avec cinq siècles de « joug ottoman » et de ce que l'intellectuel nationaliste Alija Isaković appelait dans les années 1990 leur « complexe turc ». Mais cette réhabilitation historique de la nation musulmane était incomplète, dans la mesure où l'histoire enseignée à la période socialiste continuait de présenter la période ottomane comme une période d'oppression et d'arriération, et où la contribution des Musulmans de Bosnie-Herzégovine à l'histoire politique et culturelle des peuples yougoslaves continuait à être considérée comme marginale, en comparaison par exemple avec la création de l'État serbe à partir de 1805 ou avec l'invention du yougoslavisme en Croatie au cours du XIXe siècle.

CdB : Comment enseigner l'histoire d'un pays divisé comme le Bosnie-Herzégovine ? Un récit collectif commun est-il possible ?

H.K. : Un récit collectif commun serait une bonne chose pour la construction d'une conscience commune, mais en ce moment, ces tentatives se soldent par des échecs, car elles se concentrent toutes sur ce qui était différent au passé de tous en Bosnie-Herzégovine et pas sur ce qui était commun. Or, si la Bosnie-Herzégovine est aujourd'hui un pays divisé et une société divisée, ce n'a pas toujours été le cas, loin de là. Il y a eu beaucoup de destins communs, et je pense que c'est sur ce genre de choses qu'il faut se concentrer, tout en accordant toute leur importance aux différences qui ont existé et qui continuent d'exister. Construire un récit collectif commun sur le passé n'est jamais possible (ni utile), mais il est possible d'identifier ce qui était commun dans l'Histoire, et de le mettre en valeur.

CdB : Existe-t-il aujourd'hui certaines formes de collaboration entre historiens de Fédération et de Republika Srpska ?

H.K. : La collaboration institutionnelle entre les historiens de Bosnie-Herzégovine est très réduite, mais la collaboration interpersonnelle fonctionne bien. Cela montre à quel point la politique a pris le contrôle de l'Histoire. Le History Fest de Sarajevo constitue l'une des dernières tentatives pour développer cette collaboration. Mais pour l'instant, c'est au point mort parce que les historiens de Republika Srpska pensent devoir produire une « représentation historiographique serbe », alors que je pense que nous devons avant tout être des scientifiques, et non les représentants de nos nations respectives. Nous devons donc tendre vers une professionnalisation de l'historiographie et pas vers des représentations historiographiques nationales. Cela accorderait bien plus d'importance à l'identité professionnelle qu'à l'identité nationale de chaque historien.